

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2012/61

DEPARTEMENT DES
YVELINES

ARRONDISSEMENT DE
RAMBOUILLET

COMMUNE DE LE
PERRY EN YVELINES

**OBJET : Affaires financières
Instauration d'une
participation pour
l'assainissement collectif
(PAC)**

**Date de la convocation :
6 juillet 2012**

**Date d'affichage de l'Ordre
du Jour : 6 juillet 2012**

Date d'affichage :

**NOMBRE DE
CONSEILLERS :**

EN EXERCICE : 29

PRESENTS : 20

VOTANTS : 26

L'an deux mille douze, le jeudi douze juillet, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique, sous la présidence de Madame Paulette DESCHAMPS, Maire.

Etaient présent(e)s : Madame Marie-Cécile RESTEGHINI, Madame Nicole LOUCHART, Monsieur Patrick BEGUIN, Madame Véronique NITSCH, Monsieur Charles VIETTE, Monsieur Claude CHERON, Madame Claudia BAUDOUIN, Madame Anne-Marie NADAUD, Madame Brigitte CRESCENCE, Monsieur Jacques PROVOT, Madame Patricia LE DUC, Monsieur FALICON, Monsieur Gervais LESAGE, Madame Hélène BALDET-HELOIN, Madame Florence CHARTIER, Madame Carole GABIOU, Monsieur Jean-Louis BARON, Monsieur Vincent DENOIS, Madame Marie-France GROSSE.

Etaient absent(e)s représenté(e)s : Monsieur Bernard BEBOT (pouvoir Madame DESCHAMPS), Monsieur André LAVADOU (pouvoir Monsieur FALICON), Madame Sylvie GALIANA (pouvoir Monsieur BEGUIN), Monsieur Michel KERYFEN (pouvoir Madame LOUCHART), Madame Céline LAHAYE-FRITZ (pouvoir Monsieur PROVOT), Monsieur Guenhaël GUEGAN (pouvoir Monsieur BARON).

Etaient absent(e)s : Madame Céline REUZE, Monsieur Gérard MOLKO, Monsieur Jacques POLENI.

Monsieur Patrick BEGUIN est élu secrétaire.

OBJET : Affaires financières – Instauration d'une participation pour l'assainissement collectif (PAC)

Vu le Code général des collectivités territoriales

Vu l'article L.1331-7 du Code de la santé publique, dans sa version en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2012

Vu l'article L.1331-7-1 du Code de la santé publique

Vu la délibération n° 2006/06 en date du 1^{er} mars 2006 relative à l'institution de la Participation pour raccordement à l'égout

Entendu le rapport de présentation,

Considérant que :

➤ L'article 30 de la loi n°2012 354 du 14 mars 2012 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L.1331 7 du Code de la santé publique, a créé la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC), avec entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2012 en remplacement de la Participation pour raccordement à l'égout (PRE) qui est supprimée à compter de cette même date.

➤ La PFAC est perçue auprès de tous les propriétaires d'immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement visée à l'article L1331 1 du Code de la santé publique, c'est à dire les propriétaires

d'immeubles d'habitation neufs, réalisés postérieurement à la mise en service du réseau public, et les propriétaires d'immeubles d'habitation préexistants à la construction du réseau.

- La PFAC est exigible à la date du raccordement de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ces travaux d'extension ou d'aménagement génèrent des eaux usées supplémentaires.
- Le plafond légal de la PFAC est fixé à 80% du coût de fourniture et de pose d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire, diminué du coût des travaux de construction de la partie publique du branchement lorsqu'elle est réalisée par le service d'assainissement dans les conditions de l'article L.1331 2 du Code de la santé publique.
- L'article 37 (partie V) de la loi n°2011 525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, codifié à l'article L.1331 7 du Code de la santé publique, a créé un droit au raccordement au réseau public de collecte des eaux usées dont bénéficient les propriétaires d'immeubles ou d'établissements qui produisent des eaux usées provenant d'usages assimilables à un usage domestique, avec la possibilité pour la collectivité maître d'ouvrage du réseau de collecte d'astreindre ces propriétaires au versement d'une participation financière tenant compte de l'économie qu'ils réalisent en évitant le coût d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire.

Décide :

Article 1 : Participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC)

1. La PFAC est instituée sur le territoire de la commune du Pérray-en-Yvelines à compter du 26 juillet 2012.
2. La PFAC est due par les propriétaires d'immeubles d'habitation dès lors que des eaux usées supplémentaires sont rejetées dans le réseau public de collecte des eaux usées, sauf si ces mêmes propriétaires sont redevables de la PRE au titre d'un permis de construire ou d'aménager correspondant à une demande déposée avant le 1^{er} juillet 2012.
3. La PFAC est exigible à la date du raccordement de l'immeuble à un réseau de collecte ancien ou nouveau, ou à la date d'achèvement de l'extension ou du réaménagement d'un immeuble déjà raccordé qui rejette des eaux usées supplémentaires.
4. La PFAC est calculée selon les modalités suivantes :

A. Création de constructions individuelles ou collectives

a) Pour toutes les constructions à usage d'habitation

- Est qualifié construction à usage d'habitation l'immeuble destiné à l'habitation ainsi que ses annexes (ex : cabanon de jardin) raccordées au réseau d'assainissement

- le montant de la participation due sera calculé à partir du taux de base (TB) établi à 5 500 € réactualisé chaque année sur l'indice officiel TP 10-A de janvier (Indice de référence (janvier 2011) : 128,60).
- montant minimum d'une installation d'assainissement autonome.

$$\text{Formule de réactualisation : } TB_n = TB_{n-1} \times \frac{\text{indice de janvier } n-1}{\text{indice de janvier } n-2}$$

b) Pour les habitations individuelles :

- Il est précisé qu'est qualifiée « habitation individuelle » toute construction indépendante correspondant à un logement (annexes comprises) au plus.
- La participation pour assainissement collectif est toutefois due pour chaque logement créé selon les modalités suivantes :
 - Lorsque la surface de plancher est au plus égale à 120 m² (So), est appliqué le taux de base (TB) ci-dessus défini,
 - Lorsque la surface de plancher du ou des logements est supérieure à So, la formule de calcul devient :

$$TB \times \frac{S}{S_o}$$

S étant la surface totale prise en compte.

c) Pour les immeubles collectifs :

- Il est précisé qu'est qualifié « immeuble collectif » toute construction de plus de deux logements (article R 231-1 du Code de la Construction et de l'habitation).
- Par logement créé, est appliqué le barème suivant : TB = 5 500 €
- Un dégrèvement est appliqué pour les logements de 1 à 80 m² selon les modalités suivantes :

surface de plancher du logement (en m ²)	Dégrèvement applicable au TB	Montant TB Collectif
De 1 m ² à 40 m ²	- 25 %	4 125 €
De 40,1 m ² à 80 m ²	- 15 %	4 675 €

- Pour tout logement d'une surface de plancher supérieure à 120 m² (So), le taux de base applicable est calculé de la façon suivante :

$$TB_{\text{applicable}} = \frac{TB \times S_{\text{créée}}}{S_o}$$

B. Extension/aménagement de constructions existantes

- Il est précisé au préalable que :
 - est qualifiée « habitation individuelle » toute construction indépendante correspondant à un logement au plus.

- Est qualifiée d'extension / aménagement de constructions existantes toute surface de plancher créée en lien direct avec la surface existante.
- la PFAC ne s'applique pas sur les 10 premiers mètres carrés de la surface de plancher de l'extension/aménagement créée.
- En cas de création d'un ou de plusieurs logements supplémentaires, les règles applicables quant aux modalités de calcul de la PFAC seront celles relatives aux « immeubles collectifs » telles que précisées ci-après.

a) Extension et aménagement n'aboutissant pas à la création d'un logement supplémentaire :

- Si la surface finale de plancher est inférieure à la surface de référence (So = 120 m²)

Il n'est pas appliqué de taux de base PFAC.

- Si la surface finale de plancher est supérieure à la surface de référence (So = 120 m²)

$$\begin{aligned} \text{TB applicable} &= \text{TB (surface finale)} - \text{TB (surface initiale)} \\ &= \frac{\text{TB} \times (\text{S}_{\text{finale}} - \text{S}_{\text{initiale}})}{\text{So}} \end{aligned}$$

b) Extension et aménagement aboutissant à la création d'un ou de plusieurs logements supplémentaires :

La participation pour assainissement collectif est due pour chaque logement créé selon les modalités identiques au A - c).

Article 2 : Participation pour rejet d'eaux usées provenant d'usages assimilables à un usage domestique (PFAC « assimilés domestiques »)

1. La PFAC « assimilés domestiques » est instituée sur le territoire de la commune du Perray-en-Yvelines à compter du 26 juillet 2012.
2. La PFAC « assimilés domestiques » est due par les propriétaires d'immeubles et d'établissements qui produisent des eaux usées provenant d'usages assimilables à un usage domestique, lorsque ces propriétaires demandent à bénéficier du droit de raccordement au réseau public de collecte prévu par l'article L1331-7-1 du code de la santé publique, sauf si ces mêmes propriétaires sont redevables de la PRE au titre d'un permis de construire ou d'aménager correspondant à une demande déposée avant le 1er juillet 2012.

A titre indicatif, sont notamment concernées :

- les activités telles que définies par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte (voir annexe jointe)

- les établissements industriels si une partie de leurs locaux produisent des eaux usées assimilables à une utilisation domestique (bureaux, salle de restauration, WC, etc.).
- 3. La PFAC « assimilés domestiques » est exigible à la date de réception par le service d'assainissement collectif de la demande mentionnée en 2.2. Elle est également exigible à la date du contrôle effectué par le service d'assainissement collectif, lorsqu'un tel contrôle a révélé l'existence d'un raccordement d'eaux usées provenant d'usages assimilables à un usage domestique sans que le propriétaire de l'immeuble ou de l'établissement produisant ces eaux usées ait présenté antérieurement une demande de raccordement.
- 4. La PFAC « assimilés domestiques » est calculée selon les modalités suivantes :
 - Le taux est établi par référence à la surface de plancher de la construction selon les modalités ci-dessus énoncées ;
 - Le taux pour l'année 2012 est fixé à 20,37 €/m².
 - la PFAC « assimilés domestiques » ne s'applique pas lorsque la surface de plancher de la construction est inférieure à 20 m².

L'évolution du taux sera déterminée par évolution de l'indice TP 10a. entre les mois d'avril des deux exercices connus.

Article 3 : Les permis de construire et d'aménager correspondant à des dossiers de demande complets déposés avant le 1^{er} juillet 2012 restent soumis au régime de la Participation pour raccordement à l'égout (PRE), dans les conditions et selon les modalités fixées par la délibération n° 2006/06 du 1^{er} mars 2006.

Article 4 : Le conseil municipal autorise le maire à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour extrait conforme,
Fait au Perray-en-Yvelines, le 16 juillet 2012

Madame le Maire
Paulette DESCHAMPS

